

Libre entrée des Turcs en Europe : où est la contrepartie ?



- Crédits photo : KAYHAN OZER/AFP

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Roland Hureaux (#figp-author)

Publié le 20/05/2016 à 15h31

FIGAROVOX/TRIBUNE - L'Union européenne a accordé à la Turquie le droit d'entrée sans visa de ses ressortissants sur le territoire de l'UE à partir du 1er juin. Pour Roland Hureaux, cette décision se fait à sens unique.

Roland Hureaux est essayiste et élu local. Il revient d'un déplacement en Syrie.

L'Union européenne a accordé à la Turquie le droit d'entrée sans visa de ses ressortissants sur le territoire de l'Union européenne à partir du 1er juin.

En échange de quoi?

Le 18 mars, au moment de la réunion du Conseil européen, le président Erdogan prononçait un discours violent contre la Belgique: «Il n'y a aucune raison que la bombe qui a explosé à Ankara (une bombe venait d'exploser en effet le 14 mars, Erdogan accusant les Kurdes) , n'explose pas à Bruxelles ou dans une autre ville

européenne (...) Là, je lance un appel aux États qui leur ouvrent les bras qui, directement ou indirectement, soutiennent les organisations terroristes. Vous nourrissez un serpent dans votre lit. Et ce serpent que vous nourrissez peut à tout moment vous mordre (...) quand les bombes commenceront à exploser dans vos villes, vous comprendrez certainement ce que nous ressentons. Mais alors, il sera trop tard.»

Le 20 mars, le gouvernement turc convoquait l'ambassadeur de Belgique pour demander que la Belgique ferme le pavillon installé par des manifestants kurdes face au Conseil européen, à la station de métro Maelbeek. Pendant la nuit, les tentes ont été saccagées, avant d'être incendiées on ne sait par qui.

Quatre jours après le discours d'Erdogan, le 22 mars, des attentats frappaient Bruxelles, faisant 34 morts et 260 blessés. Un des deux attentats avait lieu à la même station de métro Maelbeek.

Le matin de cet attentat, le quotidien *Star*, organe officieux du régime d'Erdogan, ouvrait sa «une» sous le titre «La Belgique, État terroriste».

On voit mal en effet comment un million de migrants auraient pu quitter la Turquie sans que le gouvernement turc y soit pour quelque chose.

Le 23 mars la presse turque gouvernementale se réjouissait de la punition infligée à la Belgique. Le même *Star* faisait une édition spéciale intitulée: «Le serpent que nourrissait la Belgique en son sein l'a mordue», référence explicite au discours du président Erdogan du 18 mars. Un autre journal pro-Erdogan titrait: «Celui qui dort avec le terrorisme, se réveille avec lui.» Le même jour, le journal islamiste *Akita*, un des organes du Parti de la Justice (gouvernemental) reprenait le même argument en une: «La Belgique soutient les terroristes (...) Le gouvernement belge, en soutenant les Forces de défense populaire (YPG) (Kurdes qui luttent contre Daech en Irak et en Syrie) a agi comme s'il disait aux djihadistes: «Venez me mettre des bombes».

En octobre 2015 , Erdogan venu faire campagne à Strasbourg auprès des Turcs émigrés, pour les élections législatives du 1er novembre, avait attaqué avec violence l'Union européenne. Il présentait la Turquie comme le défenseur de «la vraie civilisation» face à une Europe affectée par «la xénophobie, l'islamophobie et le racisme». Des bagarres eurent même lieu à Bruxelles entre services de sécurité belges et turcs.

Le 11 janvier dernier, le roi Abdallah de Jordanie, à Washington, devant une commission sénatoriale , avait accusé le président Erdogan d'avoir organisé la vague de migrants vers l'Europe et d'y avoir intentionnellement infiltré des djihadistes. On voit mal en effet comment un million de migrants auraient pu quitter la Turquie sans que le gouvernement turc y soit pour quelque chose. Il faut savoir que ces migrants, pour la plupart, sont non les vrais réfugiés de l'Est de la Turquie mais d'autres que les passeurs sont allés chercher via le Liban dans la région de Damas . Ces derniers seuls peuvent payer entre 5000 et 10 000 € le passage en mer Egée . Réputé proche des Frères musulmans, Erdogan, alors Premier ministre rêvait en 1999 de conquérir l'Europe par l'immigration: «Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées nos casernes et les croyants nos soldats.»

Proximité d' Erdogan et de Daech

De manière notoire, Erdogan continue à aider Daech . Les 7500 camions qui font la force du califat autoproclamé , et la plupart de ses armes, ont transité par la Turquie. Daech se finance en vendant au marché noir du pétrole par la Turquie, le fils de Recip Erdogan étant une des intermédiaires. Par la Turquie transitent aussi les dizaines de milliers de djihadistes venus du monde entier renforcer les groupes rebelles . Erdogan a ainsi contribué plus que quiconque à déclencher la guerre civile en Syrie puis à faire émerger Daech . S'il cessait de le soutenir, du jour au lendemain, Daech cesserait d'exister. Daech qui a revendiqué les attentats de Paris et de Bruxelles.

Pour récompenser Erdogan de toutes ces bonnes manières, Angela Merkel est venue l'aider juste avant les élections du 1er novembre 1995 qu'il risquait de perdre. Elle lui a promis à cette occasion 3 milliards d'euros, la reprise des négociations d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et la libre entrée des Turcs sur son territoire .

C'est exactement ce que la même Merkel, négociant au nom de l'Union européenne a concédé à Erdogan dans l'accord passé le 18 mars. Avec encore 3 milliards d'euros en prime.

Contrepartie: une vague promesse de cessation de l'afflux de réfugiés, la possibilité pour les Grecs de renvoyer jusqu'à 72 000 réfugiés tenus pour faux en échange de vrais. Cette seule clause, sans incidence sur le flux total a néanmoins valu de toutes parts aux Européens un déluge d'opprobre de la part de la bien-pensance internationale .

Avec la libre entrée de ses ressortissants, la Turquie, qui bénéficie déjà de la libre entrée de ses marchandises et d'aides considérables, est devenue de facto membre de l'Union européenne, au nez et à la barbe des peuples qui n'en voulaient pas. Merci Madame Merkel, merci l'Europe.



Roland Hureaux
